



Marché n° 2024/

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

COMMUNE DE FAVERGES-SEYTHENEX : 74210

Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)

MONSIEUR LE MAIRE

Objet de la consultation

FOURNITURE ET LIVRAISON DE VETEMENTS DE TRAVAIL POUR TOUS LES AGENTS DE LA
COMMUNE DE FAVERGES-SEYTHENEX

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **27 MAI 2024** à 12 heures 00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché de fournitures a pour objet la fourniture et la livraison de vêtements de travail pour tous les agents de la commune de Faverges-Seythenex.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la **procédure adaptée** en vertu des dispositions des articles R 2143-6 à R 2143-10 du code de la commande publique.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Les fournitures sont réalisées en tranche unique.

L'ensemble des prestations fait l'objet de 5 lots :

- ☐ Lot n°1 = Fourniture et livraison de vêtements de travail et de chaussures pour tous les agents des services techniques et portage de repas ;
- ☐ Lot n°2 = Fourniture et livraison de vêtements de travail et équipement de protection individuelle pour tous les agents des services scolaires, Petites Enfance set Entretien ;
- ☐ Lot n°3 = Fourniture et livraison de chaussures unisexe pour tous les agents du service de la cuisine ;
- ☐ Lot n°4 = Fourniture et livraison de vêtements de travail et équipement de protection individuelle pour tous les agents de la police municipale ;
- ☐ Lot n°5 = Fourniture et livraison des équipements de protection individuelle ;
- ☐ Lot n°6 = Fourniture et livraison du matériels pour tous les agents de la police municipale ;
- ☐ Lot n°7 = Fourniture et livraison des équipements de protection individuelle sur mesure ;
- ☐ Lot n°8 = Prestation de location, entretien et livraison de vêtements de travail pour tous les agents du service de la cuisine.

2-3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses administratives particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

2-5. Délai de réalisation

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

2-6. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours, il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-8. Echange

Tous les échanges se feront par courrier électronique.

L'adresse du courrier électronique utilisée sera celui indiquée dans l'acte d'engagement.

2-9. Echantillons

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront gratuitement les échantillons mentionnés dans le CCTPC.

Modalités d'identification des candidats :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les fournitures doivent être **TOTALEMENT ANONYMES**.

Pour ce faire:

1 - Chacun échantillon devra porter une étiquette – 2024 – n°lot.et devra porter un **code alphanumérique** défini par le candidat.

Aucun élément ne devra permettre d'identifier l'équipe.

2 - Ce code sera composé de **deux lettres et trois chiffres**.

3 - Les candidats remettront en même temps que les échantillons, l'identification du candidat avec la mention du code choisi.

4 - Les projets devront être déposés à l'adresse indiquée au CCTPC ci- avant. Le reçu sera établi au nom du porteur, le secrétariat du concours étant garant de la préservation de l'anonymat.

Dans le cas où le candidat ne transmet pas les échantillons dans les temps impartis, son offre ne pourra pas être prise en considération et sera, de fait, rejetée.

Les échantillons fournis dans le cadre de la présente consultation seront remis à disposition des candidats, une fois que le jugement des offres aura eu lieu. Toutefois, ceux dont l'offre a été retenue ne seront restituées qu'après les premières commandes. Cela permettra de vérifier que les produits livrés correspondent bien à ceux testés. Ils ne feront donc l'objet d'aucune facturation.

LOT N°1	N° DES PRIX	DESIGNATION
	ST 1	Parka imperméable bicolore haute visibilité de classe III
	ST 4	Pantalon homme haute visibilité de classe III
	ST 5	Pantalon femme haute visibilité de classe III
	ST 8	Pantalon noir
	ST 9	Tee-shirt haute visibilité de classe III
	ST cv 3	Chaussures hautes – S3
	ST Bât 1	Chaussure basse – S3
	ST Voi 1	Chaussures hautes – S3
	ST PR 1	Chaussures basses – S1P

LOT N°2	N° DES PRIX	DESIGNATION
	Lot 2-1	Blouse manches courtes
	Lot 2-2	Tunique manches transformables
	Lot 2-3	Chasuble
	Lot 2-7	Polaire femme ou vêtement chaud équivalent – manches longues
	Lot 2-9	Polaire femme ou vêtement chaud équivalent – Sans manche
	Lot 2-10	Pantacourt ou vêtement équivalent
	Lot 22-11	Jogging ou vêtement équivalent
	Lot 2-12	Tee-shirt manches courtes
	Lot 2-14	Sabot
	Lot 2-16	Sabot de sécurité destiné aux secteurs de la petite enfance

LOT N°3	N° DES PRIX	DESIGNATION
	C 5	Chaussure S2 secteur agroalimentaire - restauration

LOT N°4	N° DES PRIX	DESIGNATION
	ASVP 1	Blouson tout temps
	ASVP 2	Pantalon d'intervention mi saison
	ASVP 4	Polo manches courtes
	ASVP 6	Tee shirt manches courtes - été
	PM 9	Pantalon d'intervention été
	PM 12	Polo manches courtes
	PM 14	Tee shirt manches courtes
	PM 17	Blouson tout temps
	PM 20	Chaussures d'intervention été basses
	PM 21	Chaussures d'intervention été hautes

LOT N°8	N° DES PRIX	DESIGNATION
	C 1	Pantalon cuisine, mixte de type « Robur »
	C 2	Pantalon cuisine, mixte de type « Robur »
	C 4	Gilet « grand froid » avec manche – chambre froide

2-10. Signature de l'acte d'engagement

L'acte d'engagement donnera lieu à une signature entre les deux parties, une fois le titulaire du marché retenu.

ARTICLE 3. RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est remis gratuitement à chaque candidat en un seul exemplaire.

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.

Dossier complet à retirer :

- sur la plate-forme des marchés publics : Association des Maires : mp74.fr

Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Un Règlement de Consultation (RC) ;
- Un acte d'engagement (A.E) ;
- Un bordereau de prix unitaire (BPU) ;
- Un Cahier des Clauses Techniques Particulières Communes (C.C.T.P.C).

ARTICLE 4. PRESENTATION DES OFFRES

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française ainsi que les documents de présentations associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître de l'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du/des candidat(s). Les autres pièces particulières constitutives du marché seront signées par l'attributaire du marché.

ARTICLE 5. SELECTION DES CANDIDATURES – JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

5-1. Sélection des candidatures

A l'issue de l'analyse des justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat, ne seront pas admises :

- Les candidatures qui ne sont pas recevables en application du code de la commande publique ;
- Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes. Pour l'examen des garanties techniques, il sera tenu compte, le cas échéant, des carences constatées lors du déroulement des marchés que le candidat a pu réaliser pour le maître de l'ouvrage au cours des 3 dernières années.

Les candidatures qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes, notamment ceux qui ne présentent pas de compétences, références ou moyens (propre ou sous-traités)

En cas de recours à la sous-traitance, si le candidat souhaite que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières de son ou ses sous-traitants, il devra justifier des capacités de ce ou ces sous-traitants et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché.

5-2. Jugement et classement des offres

Les offres non conformes à l'objet du marché ou au présent règlement de consultation seront éliminées.

Le choix se portera sur l'offre économiquement la plus avantageuse conformément aux critères d'attribution pondérés suivants :

Critère d'attribution	Pondération
1- Prix des prestations	50%
2- Valeur technique de l'offre appréciée à l'aide du mémoire technique et de la qualité du matériel	30%
3- Délai de livraison	10%
4 – Mesures environnementales	10 %

Les notes pour chaque critère de jugement seront attribuées selon le principe suivant :

Pour les lots 5, 6,7 OFFRE SANS ECHANTILLONS

1) Examen du premier critère : Prix des prestations - Pondération 50 %

- L'offre la plus économiquement avantageuse se verra attribuer la note maximale
- Les autres offres se verront attribuer une note selon la formule suivante :

$$\text{Note} = 50 \times \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre du candidat}}$$

Le montant de l'offre sera apprécié pour chaque lot à partir du montant total établi sur la base du bordereau de prix unitaire et du détail quantitatif estimatif non diffusé.

2) Examen du deuxième critère : Valeur Technique – Pondération 30 %

Note attribuée selon le contenu du mémoire technique remis par le candidat dans son offre :

La qualité du mémoire technique des offres est appréciée en fonction des éléments suivants :

- qualité des produits proposés , appréciée au regard des fiches techniques ;
- organisation et méthodologie jugé sur le mémoire technique ;
- qualité du service :
 - Le suivi et le traitement des commandes ;
 - Les modalités de retour des produits ;
- esthétique des produits ;
- service après-vente.

3) Examen du troisième critère : Délai de livraison - Pondération 10 %

Délai et respect des jours de livraison /
-pour les articles floqués ou brodés
-pour les articles non floqués ou brodés
-pour échanges

4) Examen du troisième critère : Mesures environnementales - Pondération 10 %

-Pièce qualité à répondre
-Tri et valorisation des cartons
-Tri et valorisation des plastiques
-Mesures prises par l'entreprise pour lutter contre le réchauffement climatique et réduire l'empreinte carbone (réduction des déplacements, les moyens de transport, l'importance de l'électrique, etc ...)

Pour les lots 1, 2, 3, et 4 OFFRE AVEC ECHANTILLONS

1) Examen du premier critère : Prix des prestations - Pondération 50 %

- L'offre la plus économiquement avantageuse se verra attribuer la note maximale.
- Les autres offres se verront attribuer une note selon la formule suivante :

$$\text{Note} = 50 \times \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre du candidat}}$$

2) Examen du deuxième critère : Valeur Technique – Pondération 30 %

Note attribuée selon le contenu du mémoire technique remis par le candidat dans son offre :

La qualité du mémoire technique des offres est appréciée en fonction des éléments suivants :

- qualité des produits proposés , appréciée au regard des fiches techniques ;
- organisation et méthodologie jugé sur le mémoire technique ;
- qualité du service :
 - Le suivi et le traitement des commandes ;
 - Les modalités de retour des produits ;
- esthétique des produits ;
- confort et ergonomie ;
- service après-vente.

3) Examen du troisième critère : Délai de livraison - Pondération 10 %

Délai et respect des jours de livraison /

- pour les articles floqués ou brodés
- pour les articles non floqués ou brodés
- pour échanges

4) Examen du troisième critère : Mesures environnementales - Pondération 10 %

- Pièce qualité à répondre
- Tri et valorisation des cartons
- Tri et valorisation des plastiques
- Mesures prises par l'entreprise pour lutter contre le réchauffement climatique et réduire l'empreinte carbone (réduction des déplacements, les moyens de transport, l'importance de l'électrique, etc ...)

Pour le lot 8

1) Examen du premier critère : Prix des prestations - Pondération 50 %

- Les autres offres se verront attribuer une note selon la formule suivante :

$$\text{Note} = 50 \times \frac{\text{Offre la moins disante}}{\text{Offre du candidat}}$$

2) Examen du deuxième critère : Valeur Technique – Pondération 30 %

Note attribuée selon le contenu du mémoire technique remis par le candidat dans son offre :

Note attribuée selon le contenu du mémoire technique remis par le candidat dans son offre :

La qualité du mémoire technique des offres est appréciée en fonction des éléments suivants :

- qualité des produits proposés et sera appréciée au regard des fiches techniques ;
- gestion de l'entretien ;
- traçabilité des lavages ;
- délais de remplacement ;
- mesures environnementales ;
- service après-vente.
- organisation et méthodologie jugé sur le mémoire technique ;
- esthétique des produits ;
- confort et ergonomie ;
- service après-vente.

3) Examen du troisième critère : Délai de livraison - Pondération 10 %

Délai et respect des jours de livraison.

4) Examen du troisième critère : Mesures environnementales - Pondération 10 %

- Pièce qualité à répondre
- Tri et valorisation des cartons
- Tri et valorisation des plastiques
- Mesures prises par l'entreprise pour lutter contre le réchauffement climatique et réduire l'empreinte carbone (réduction des déplacements, les moyens de transport, l'importance de l'électrique, etc ...)

Les offres seront examinées et classées par ordre décroissant.

Le classement des offres sera établi en faisant le total des trois notes attribuées à partir des critères retenus dans le jugement des offres, examinés de la façon suivante :

-Tout rabais ou remise de toute nature qui n'est pas expressément autorisé par le règlement et l'acte d'engagement ne sera pas pris en compte.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

5-3. Négociations éventuelles

Après un premier examen des offres, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité d'engager des négociations avec les 3 candidats les mieux classés.

Cette négociation pourra porter sur tous les aspects de l'offre notamment le prix. Elle pourra se réaliser par courrier, courriel ou rendez-vous téléphonique ou dans les locaux de la Commune à l'appréciation de l'acheteur. Aux termes des négociations, les offres feront l'objet d'une seconde analyse sur la base des mêmes critères définis ci-dessus et seront classées.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

6-1. Offre remise sur support physique électronique

Les offres seront établies en euros.

Le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les réponses par voie papier.

Les candidatures et offres devront être remises par la voie électronique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Un Document Unique de Marché Européen (DUME) , en lieu et place des documents DC1 et DC2, conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution de la Commission Européenne du 05/01/2016 (UE-2016/7).

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles.

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.
Liste des entreprises au cours des trois dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les plus importants.

Pièces de l'offre :

Remarques liminaires importantes :

- **Forme des offres :** Le BPU/DQE devront être remis sous format EXCEL, les autres documents

devront être remis sous format PDF.

- **Etablissement des prix** : Les prix proposés au BPU sont ceux applicables 7 jours avant la date limite de remise des offres
- **Remplissage du bordereau de prix** : Le soumissionnaire doit être en mesure de proposer l'ensemble des références auquel il répond, sous peine de rejet de son offre.

Le candidat devra fournir les documents suivants :

- Le BPU valant DQE, en version excel,
- La documentation technique pour chaque produit proposé au BPU
Fiche technique ou tout autre document, devant inclure tous les éléments permettant de vérifier le respect des caractéristiques techniques souhaitées dans le CCTPC, notamment :
 - le nom du produit ;
 - les caractéristiques;
 - la durée du produit ;
- Le catalogue tarifaire ou les tarifs de référence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées au BPU prévaudront sur toute autre indication de l'offre. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement de l'offre, c'est le montant total ainsi rectifié qui sera pris en considération ;

ATTENTION : Les fiches/documents techniques de chaque produit fournis doivent être rigoureusement numérotés et classés selon l'ordre porté sur le BPU.

6.2 Conditions de la remise des offres au format papier

Offres au format papier non acceptées.

6.3 Conditions de la dématérialisation

<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (Association des Maires : mp74.fr), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation ;
- Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé ;
- Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture

des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat ;

- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Le soumissionnaire est invité à :
 - ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
 - ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
 - traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.
- Les documents pour lesquels une signature est requise, seront revêtus d'un certificat de signature électronique conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et référencés sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'Etat. Ceux-ci seront signés électroniquement selon les dispositions de la plate-forme ;
- Au cas où l'entreprise n'a pas de signature électronique, il est possible de répondre par le biais de la plateforme.

En cas de rematérialisation par le pouvoir adjudicateur des pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire sera invité à une séance de signature de ses pièces.

EN CAS DE GROUPEMENT, CES PIECES SONT A FOURNIR POUR CHAQUE INTERVENANT

6.4 Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation mp74.fr et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plate-forme.

Le marché transmis par voie électronique sera signé par le candidat attributaire au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Ils sont ensuite chiffrés.

Les catégories de certificats de signature utilisées doivent être **conformes au Référentiel Général de Sécurité** défini par le décret n°2010-112 du 2 février 2010 et **référéncés sur une liste** établie :

- pour la France, par le ministre chargé de la réforme de l'Etat (<http://references.modernisation.gouv.fr>)
- ou, pour les autres Etats-membres, par la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf)

Le candidat peut également utiliser un certificat délivré par une autorité de certification ne figurant sur aucune de ces listes. Dans ce cas, le certificat doit répondre à des normes équivalentes à celles du Référentiel Général de Sécurité défini par le décret n° 2010-112 du 2 février 2010. Si le certificat de l'autorité est officiellement référencé mais n'apparaît pas encore sur la liste mise à disposition (attente d'une mise à jour), le candidat devra produire les documents attestant de son état.

Si le candidat n'utilise pas l'outil de signature de la plateforme de dématérialisation, il doit joindre à son envoi électronique l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à

défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent au moins la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Les certificats de signature doivent être d'un niveau ** ou *** du Référentiel Général de Sécurité et le signataire doit joindre à son envoi électronique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature. De plus, seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du Code civil, qui entre les parties a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrage de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

ARTICLE 7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

7.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.mp74.fr>.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

7.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Grenoble

2 Place de Verdun
38022 GRENOBLE CEDEX

Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

7.3 Divers

Les candidats non retenus seront informés via la plateforme d'échange.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de la consultation.